



GRÈVE ÉTUDIANTE AU QUÉBEC : Cinquante mille manifestants ça change le monde !

Par [Robert Bibeau](#)

Mondialisation.ca, 18 avril 2012

18 avril 2012

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [Le «Printemps érable»](#), [LE QUÉBEC](#)



LE PRINTEMPS ÉTUDIANT

Samedi 14 avril 2012, près de cinquante mille manifestants déterminés prenaient d'assaut les rues de Montréal ensoleillé. Le mouvement de grève étudiant ne faiblit pas, ses supporters et alliés ne décolèrent pas : Mouvement populaire contre la tarification des services publics, nombreux syndicats d'enseignants, associations de parents et de retraités de la génération des contestataires de naguère – ceux qui ont fait reculer les différents gouvernements précédents – sont venus appuyer la vague de résistance présente, déterminée, que l'on ne peut qu'admirer. Les jeunes d'aujourd'hui affrontent courageusement l'appareil étatique répressif ligué contre eux dans une belle unanimité dévoyée (1).

Samedi matin, 14 avril, les journaux plastronnaient, complaisant pour leur ministre de l'Éducation menaçante : « *On ne cèdera pas à l'intimidation ! On ne négociera pas sous la pression !* ». Qui intimide qui, qui menace qui, madame la Ministre ?

Depuis le début du mouvement de résistance étudiante, ce gouvernement accroit la menace de la police lourdement casquée, masquée, armée (matraques, bombes sonores, gaz lacrymogène, poivre de cayenne, révolver Teaser, cravaches, chevaux et chiens enragés). Les arrestations et les contraventions pleuvent contre les garçons et les filles (la semaine dernière, des manifestants ont reçu des contraventions de 500.00\$), pendant que les universités multiplient les injonctions d'intimidation contre les grévistes. Au même moment le gouvernement force les institutions à dispenser les cours malgré la grève votée à forte majorité, et la Ministre de l'Éducation, ses recteurs et directeurs poltrons, grassement rémunérés, brandissent la menace d'annulation des sessions. Voilà que ce même gouvernement a l'outrecuidance de se poser en défenseur du droit et de la justice contre « l'intimidation » perpétrée par de méchantes adolescentes et des étudiantes infirmières déterminées mais nullement armées, ni intimidées !

Quelques insignifiants ont même lancé le mouvement de contestation contre l'expression « grève étudiante » – allègrement adoubé par les hyènes hurlantes des médias bien-pensants, propriétés de trois grands monopoles milliardaires largement subventionnés : Gesca-Desmarais, Quebecor-Péladeau et Astral-Bell Média –.

LE PIÈGE GROSSIER

La Ministre de l'ignorance désolante a tardé à afficher son poisson d'avril. Quinze jours de retard pour la fée du Complexe «G» avant de sortir un lapin de sa casquette d'estafette. Dimanche dernier, la voici qui propose une rencontre de pourparlers à une et une seule association étudiante (Fédération étudiante universitaire du Québec). Pourparlers fumeux, ridicules, inutiles, à propos d'une commission d'enquête à possiblement instituer sur la mauvaise gestion et les prévarications de ses recteurs d'universités apeurés, ses alliés surpayés.

La manœuvre est grossière, elle vise à isoler cette association (FEUQ) des deux autres organisations et du mouvement étudiant tout entier. Facile d'imaginer qu'une fois les « discussions préliminaires » et oiseuses entamées la Ministre exigera - de ceux qui sont à « discuter » de l'éventuel mise sur pied d'une commission d'enquête avortée sur la mauvaise gestion des universités - qu'ils rentrent en classe pour témoigner de leur bonne volonté et saluer l'avancée de ces billevesées. Une fois le mouvement de grève brisé, les pourparlers « bonbons » se termineront en queue de poisson comme ils auront commencé. La prévarication et la mauvaise gestion ne se « négocient » pas dans les bureaux feutrés du Complexe «G». Le scandale de la gestion universitaire est l'affaire du Ministère de la Justice et de la police, pas celle des étudiants témoins impuissants de ces malversations (2).

Du même souffle la Ministre a sorti un second lapin de son chaudron : pour avoir le droit de palabrer les leaders de l'association la CLASSÉ doivent préalablement se désolidariser de leurs partisans, les dénoncer et s'en dissocier, s'isolant eux-mêmes du mouvement militant (3). Évidemment, les leaders étudiants lucides et compétents ont retourné la Ministre à son chaudron et à ses potions : la résistance étudiante n'est pas à vendre; ce n'est pas celui qui défend son droit à l'éducation - que nous leur avons légué - qui viole la loi populaire; c'est à celle qui s'en prend au droit à l'enseignement universitaire pour les fils et les filles d'ouvriers de se justifier.

TROIS ASSOCIATIONS, UNE SEULE REVENDICATION

Jusqu'à présent les trois associations étudiantes ont su manœuvrer avec circonspection et dextérité au milieu de cette échauffourée parsemée de coups fourrés assésés par ce gouvernement apeuré. Elles sont trois associations, unies, autour d'une seule revendication : LE GEL DES DROITS DE SCOLARITÉ POUR LE DROIT À L'UNIVERSITÉ, Tant qu'elles se retrouveront autour de ce slogan qui fait la quasi-unanimité parmi leurs commettants, elles demeureront unifiées. Tôt ou tard Charest devra céder devant cette revendication qui a de nouveau manifesté sa popularité samedi dans les rues de Montréal survoltée.

Refuser la hausse des droits de scolarité, **c'est s'opposer au rejet de la crise économique sur le dos des fils et des filles d'ouvriers, des employés de l'État et des enfants du peuple surtaxés, mais c'est surtout s'opposer à les voir expulsés de l'université**, le véritable objectif que poursuit la troïka Charest-Bachand-Beauchamp, ainsi que les valets des multinationales qui réclament plus d'ouvriers mal payés au Nord du 49e parallèle, sur les terres des autochtones annexées pour le bradage de leurs ressources dilapidées.

CHAREST LE PÈLERIN MALANDRIN

Complètement indifférent au sort de milliers d'étudiants, Charest le laquais poursuit son pèlerinage à Brasilia pour quémander l'aumône des impérialistes brésiliens qui se font prier pour piller les mines du Nord canadien. Ces brésiliens ont déjà tant à piller sur les terres expropriées aux indiens amazoniens que le bradage proposé des terres et des mines amérindiennes peut bien attendre, pensent les capitalistes brésiliens presque repus de tous ces biens à spolier, d'autant que la crise économique tarde à se résorber.

LA VÉRITABLE INTIMIDATION

Que dire de l'intimidation des entreprises multinationales - Aveos, Electrolux, Quebecor, Rio Tinto Alcan, SNC-Lavalin, Air Canada, entreprises pharmaceutiques, et du Gouvernement fédéral - qui intimident les travailleurs avec leurs avis de lock-out et leurs mises à pied par milliers de travailleurs et travailleuses qui n'ont que leur force de travail à offrir, pour vivre et survivre et pour payer leurs traites et leur loyer, ainsi que pour payer les droits de scolarité de leurs enfants déjà lourdement endettés, taxés et imposés (80 pour-cent des étudiants universitaires sont des employés exploités mal payés) -.

La résistance étudiante persistante et sa colère montante, en réponse aux répressions et aux intimidations de l'appareil d'État et de ses amis des médias, agissent comme autant de révélateurs de l'obsolescence de ce gouvernement et de la déconnexion hallucinante de ces polichinelles enfermés dans leurs tours à bureaux altiers qui ne savent que s'agenouiller aux pieds des puissants qui les ont placés à ces postes de complicité pour les récompenser de leur duplicité.

Dans ces moments de lutte populaire les masques tombent devant le devoir de service sans réserve des porte-faix politiques de la classe capitaliste. Cette résistance étudiante devant l'injustice affiche avec évidence la servilité des « élus » envers les compagnies aux énormes profits. Elles montrent du doigt le rôle de la police, de la justice et des légistes qui, dans le système capitaliste, persistent à réprimer les fils d'ouvriers et leurs alliés et à concocter de nouvelles lois pour mieux imposer les dictats de la minorité possédante sur la majorité paupérisée.

Le mouvement étudiant et le combat exemplaire qu'il mène depuis dix semaines contre la hausse des frais de scolarité ET CONTRE L'EXPULSION DES UNIVERSITÉS constituent une expérience de lutte politique dont chacun doit s'enrichir pour l'avenir. Espérons que ce combat se poursuive avec la même unité et la même fermeté qu'auparavant, démontrant que c'est par la lutte dans la rue, la voie de la démocratie populaire directe, et non par celui du parlement discrédité, que le combat pour transformer ce monde décadent peut être engagé et remporté.

Ouvriers, travailleurs, professeurs, appuyons la résistance étudiante.

Saluons les étudiants du secondaire qui ont joint le mouvement étudiant.

Non à l'intimidation de l'appareil d'État. Soutenons leur mobilisation.

(1) <http://www.vigile.net/Pour-le-gel-des-droits-de>

(2)

http://www.ledevoir.com/societe/education/347526/greve-des-etudiants-un-petit-pas-de-line-beauchamp?utm_source=infolettre-&utm_medium=email&utm_campaign=infolettre-quotidienne

(3) <http://www.bloquonslahausse.com/>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Robert Bibeau](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : **[Robert Bibeau](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca